

P 343 ID 312

Initiative Schutz fir d'Kand – Défense de l'enfant

c/o Me Jean-Jacques Lorang
Cabinet Lorang
51, rue Albert 1er
L-1117 Luxembourg

COPIE

Luxembourg, le 24 avril 2014

Monsieur Mars Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés
Monsieur Claude Freiseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés
Monsieur Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-178 Luxembourg

Par courrier et par e-mail : mdibarlomeo@chd.lu; cfrieseisen@chd.lu; mschank@chd.lu

Objet : Procédure de pétition publique – Fracture numérique

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance une préoccupation et une demande, concernant le système de pétition publique récemment mis en place par la Chambre des Députés.

Alors que le règlement de la Chambre ne comporte aucune limitation à cet égard, le système de pétition publique mis en place ne propose qu'un dépôt et une signature par la voie électronique.

Cet état de fait risque d'éloigner du droit de pétition tous ceux et celles qui n'ont pas accès à Internet ou qui ne sont pas familiers de ce moyen de communication. Or, un système de démocratie directe doit, par définition, être aisément et également accessible à tous ses bénéficiaires.

C'est pourquoi, à l'occasion du dépôt de la pétition publique n° 343 relative au mariage homosexuel, et au bénéfice de toutes les pétitions publiques en cours et à venir, je demande que les dépôt et signature sur papier, nécessairement possibles eu égard tant aux exigences démocratiques qu'aux termes du règlement de la Chambre des Députés, fassent l'objet d'une publicité adéquate, afin que le public soit informé qu'ils constituent des alternatives efficaces aux dépôt et signature par Internet.

Enfin, je note que le règlement de la Chambre ne requiert des signataires que l'indication de leurs nom, prénom et résidence. Les demandes supplémentaires du formulaire « Internet » relatives aux lieu, date de naissance et e-mail ne conditionnent donc pas la validité d'une signature.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de mes sentiments respectueux.



Jean-Jacques Lorang